

LES RÉSEAUX SOCIAUX ET DROITS DE L'HOMME

María Boujaddaine

Université Abdelmalek Essaâdi, Tétouan

Résumé: Les réseaux sociaux sont des moyens de communiquer et d'apprendre et de nouer de nouvelles relations. Cette mutation numérique est si forte qu'une nouvelle civilisation est en train de se dessiner et de prendre la route. Internet devient de plus en plus une sorte de second cerveau, une source d'information inépuisable et disponible à tout moment. Est-ce qu'une opportunité ou bien une menace ? Les réseaux sociaux sont – ils un formidable facteur de droit de l'homme ou au contraire ? Les réseaux sociaux peuvent – ils être une garantie pour les droits de l'Homme ? ou bien ce développement technologique met les citoyens sous surveillance. Surtout que les dernières années ont été globalement marquées par deux phénomènes. D'une part, la crise financière et ses effets socioéconomiques dans les pays développés et de l'autre, le printemps arabe et les mutations sociopolitiques plus ou moins marquées dans nos contrées. Ces événements ont mis au-devant de la scène les questions de Droits de l'Homme à l'échelon de l'individu comme à celui des peuples et révélé le rôle majeur que peuvent jouer les réseaux sociaux cybernétiques pour servir ces droits. Nous tenterons à travers une relecture des aspects juridiques, de voir dans quelles mesures ces nouveaux espaces de socialisation peuvent constituer une atteinte aux droits des usagers ou au contraire être respectueux des droits humains en général et soutenir leur développement le cas échéant.

Mots clés : Réseaux sociaux, utilité, rôle, aspects et contrastes juridiques, Droit de l'Homme, Espace public et Espace privé.

Abstract : The social networks are means of communicating and of learning and of tying new relations. This digital change is so strong that a new civilisation is taking shape and to take the road. Internet becomes more and more a kind of second brain, an information source inexhaustible and available constantly. An opportunity or a threat?

Are the social networks – they a formidable factor of human right or on the contrary? Can the social networks – they to be a warranty for the human rights? or this technological development puts the citizens under monitoring. Especially that the last years were remembered overall by two phenomena. On the one hand, the financial crisis and its socio-economic effects in the developed countries and other, Arab spring and the sociopolitical changes more or less marked in our regions. Especially that the last years were remembered overall by two phenomena. On the one hand, the financial crisis and its socio-economic effects in the developed countries and other, Arab spring and the sociopolitical changes more or less marked in our regions. . These events put ahead of the scene the points of Human rights at the level of the individual as at that of the people and revealed the main function which can play the cybernetic social networks to serve these rights.

Key words : Réseaux sociaux, utilité, rôle, aspects et contrastes juridiques, Droit de l'Homme, Espace public et Espace privé

INTRODUCTION

Les dernières années ont été globalement marquées par deux phénomènes. D'une part, la crise financière et ses effets socioéconomiques dans les pays développés et de l'autre, Le printemps arabe et les mutations sociopolitiques plus ou moins marquées dans nos contrées. Ces événements ont mis au-devant de la scène les questions de Droits de l'Homme à l'échelon de l'individu comme à celui des peuples et révélé le rôle majeur que peuvent jouer les réseaux sociaux cybernétiques pour servir ces droits.

Nous tenterons à travers une relecture des aspects juridiques, de voir dans quelles mesures ces nouveaux espaces de socialisation peuvent constituer une atteinte aux droits des usagers ou au contraire être respectueux des droits humains en général et soutenir leur développement le cas échéant.

1 RESEAUX SOCIAUX NUMERIQUES

1.1 Définition

Un réseau social est un ensemble d'entités sociales, individus ou organisations, reliées entre elles par des liens et des interactions mutuelles.

Sur Internet, les sites aidant à trouver des amis ou des personnes ayant des intérêts communs, sont regroupés sous le nom de réseaux sociaux numériques (RSN). L'internaute peut s'inscrire créer une identité virtuelle (*profil*) et échanger des messages publics ou privés. Mais, la caractéristique principale est la possibilité d'ajouter des *amis*. Le réseau fonctionne ensuite selon deux principes :

- Les personnes qui partagent mes centres d'intérêts sont mes amis
- Les amis de mes amis sont mes amis

Les RSN sont donc des plateformes du **Web 2.0**, une version plus participative d'internet. Ces nouveaux services donnent aux usagers la possibilité de

« Les médias sociaux peuvent se définir comme l'ensemble des plateformes en ligne créant une interaction sociale entre différents utilisateurs autour de contenus numériques (photos, textes, vidéos) et selon divers degrés d'affinités » p.14 (Dupin, 2010)

s'exprimer, d'exposer de leurs talentsoumême influencer les masses (politique, publicité..). Le secret du développement du Web 2.0 est lié à sa simplicité d'utilisation et à la richesse des outils qu'il offre.

1.2 Aperçu historique

Tableau 1: Chronologie simplifiée des réseaux sociaux numériques

Année	RSN lancé	Remarques
1995	Classemate.com	retrouver des camarades de classe
1996	SixDegrees Planet All	« chaque individu n'est qu'à 6 degrés de séparation de tout autre pris au hasard »
1997	Fastcompany.com	réseau d'affaires
1999	Cyworld Blackplanet	forum de discussions
2000	MiGente Maktoob (Jordanie) Mixi (Japon) Habbo (Finlande)	PlanetAll puis SixDegrees ferment
2001	Ryze	réseaux d'affaires
2002	Friendster Skyblog (France)	version Bêta privée 'friends-only' création de blogs
2003	LinkedIn Hi5 MySpace Tribe Xing (Allemagne) Skype	dialogue entre professionnels. Friendster rejette les Fakesters de leur communauté
2004	aSmallWorld Piczo Orkut Facebook Dodgeball Flickr (Canada) Elgg	réseau sécuritaire sous forme d'invitations seulement, Expression libre des adolescents en ligne dans un cadre plus sûr lancé par Google pour téléphones mobiles.

2005	Draugiem (Lettonie)	Jeu multijoueurs et chatrooms Open source
	Bebo	MySpace bloque YouTube
	Yahoo!360	Tribe empêche tout contenu à caractère sexuel
	Dailymotion (France)	Flickr racheté par Yahoo
	Ning	
	Renren (chine)	
2006	Yacht6	MySpace inaugure la fonction d'échange de clips vidéo
	Twitter	
	Odnoklassniki (Russie)	Facebook disponible à tous ceux qui ont un compte email
	Vkontakte (Russie)	
2007	Kaixin (Chine)	
2008	Stribe	Permet de créer un RSN à partir de son propre site
2009	Weibo (chine)	
	Foursquare	Yahoo rachète Maktoob
2010	Diaspora	
2011	AlamJadid (Maroc)	Les réseaux sociaux ont dépassé l'email aux Etats-Unis
	Nessplus (Algérie)	

1.3 Etat des lieux

Typologie

De nos jours, il existe des centaines de sites de réseautage social, et leur notoriété est en accroissement continu. Pour simplifier l'appréhension du phénomène, F. CAVAZZA a publié¹ au début de l'année une classification des RSN selon l'utilisation dominante:

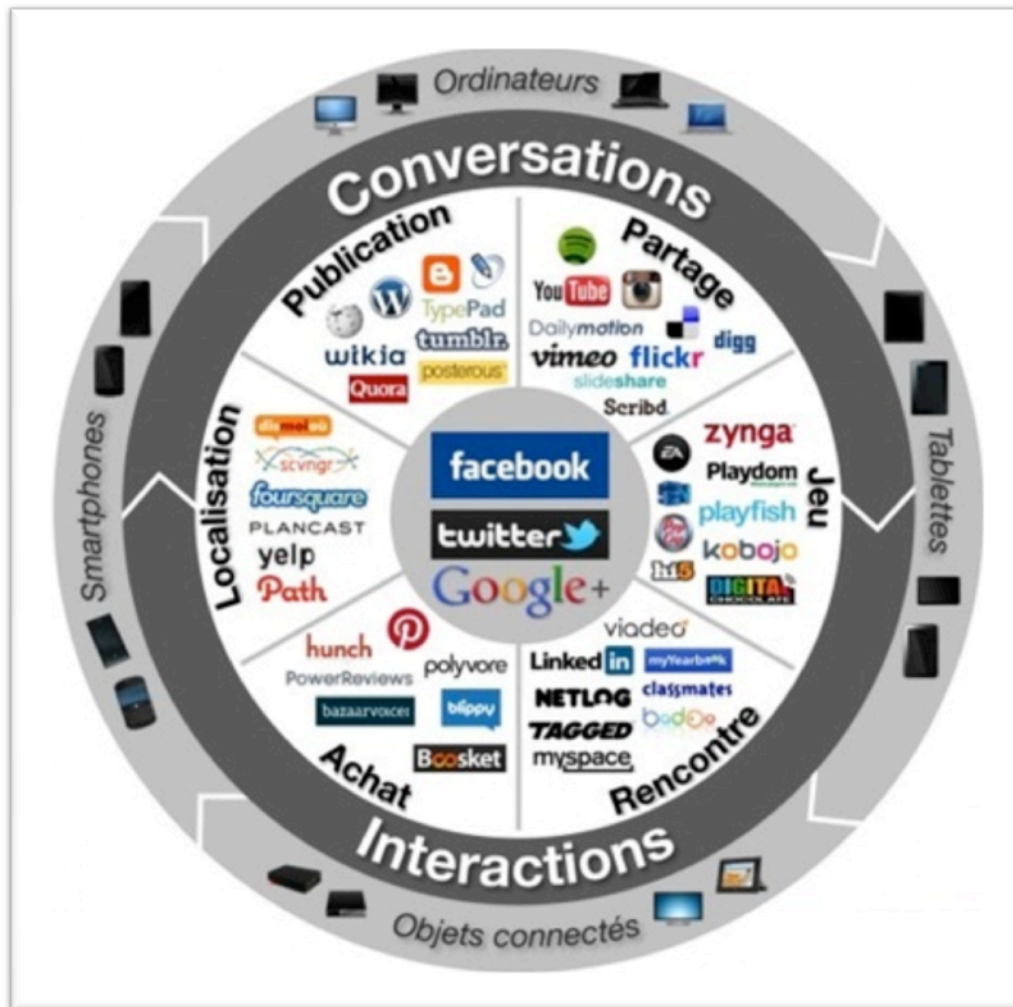


Figure 1: Panorama des réseaux sociaux 2012 (source : mediassociaux.fr)

Au centre du schéma trois acteurs, Facebook, Twitter et Google+, proposent une large palette de fonctionnalités et fonctionnent comme des relais de l'activité des internautes sur d'autres plateformes. Les autres RSN sont répartis en **six familles d'usages** : La publication, Le partage, Le jeu, La rencontre, L'achat et La localisation.

L'auteur précise toutefois, que le schéma est loin d'être exhaustif. Il manque des acteurs de taille comme les forums, les services de messagerie instantanée ou les univers virtuels pour les jeunes (presque 250 millions de comptes sur Habbo et des centaines de millions sur Skype). De plus, cette représentation ne mentionne pas les acteurs locaux comme les plateformes asiatiques qui avoisinent le milliard d'utilisateurs.

1.3.1 Poids des réseaux

Pour se rendre compte du poids des RSN dans la société contemporaine, il suffira de rappeler quelques faits marquants :



Figure 2: Part des entreprises utilisant les médias sociaux aux USA

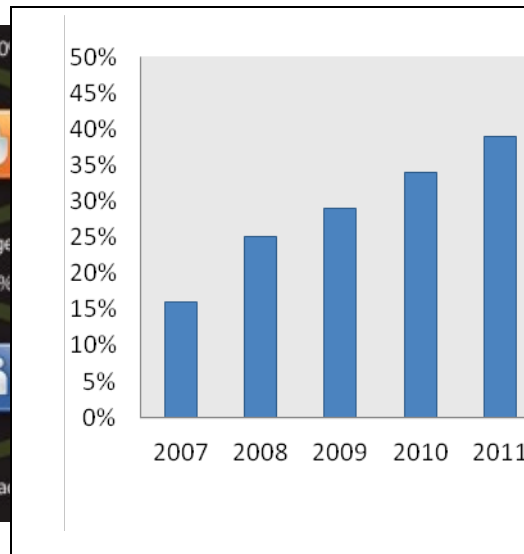


Figure 3: Evolution de la part des entreprises utilisant les blogs aux USA

- Une grande partie des sites web d'entreprises intègrent des liens vers les RSN qui tendent désormais à remplacer le site traditionnel dans certains cas ;
- Les RSN s'imposent comme une composante principale dans les campagnes présidentielles à travers le monde ;
- Les téléphones portables et les tablettes intègrent par défaut des icônes (widgets) pour se connecter directement à ces plateformes ;
- La terminologie propre à ces réseaux (like, tag, abréviations..) réintègre la vie réelle pour se retrouver dans le langage² des jeunes marquant entre autres, le fait d'être "branché" ;
- En 2010, Facebook et Youtube ont occupé respectivement le 2^{ème} et 3^{ème} rang juste après Google dans le classement des sites web les plus visités au monde³
- En 2011, Facebook compte plus de 600 millions d'utilisateurs⁴. Twitter, a dépassé les 200 millions⁵. Quant à VKontakte, il déclare⁶ plus de 100 millions d'utilisateurs.

➤ En plus d'être des sites extrêmement fréquentés, les réseaux sociaux occupent presque le quart du temps passé par les internautes du monde entier sur la toile. Cela permet de saisir l'influence potentielle que ces réseaux peuvent avoir sur les comportements⁷.

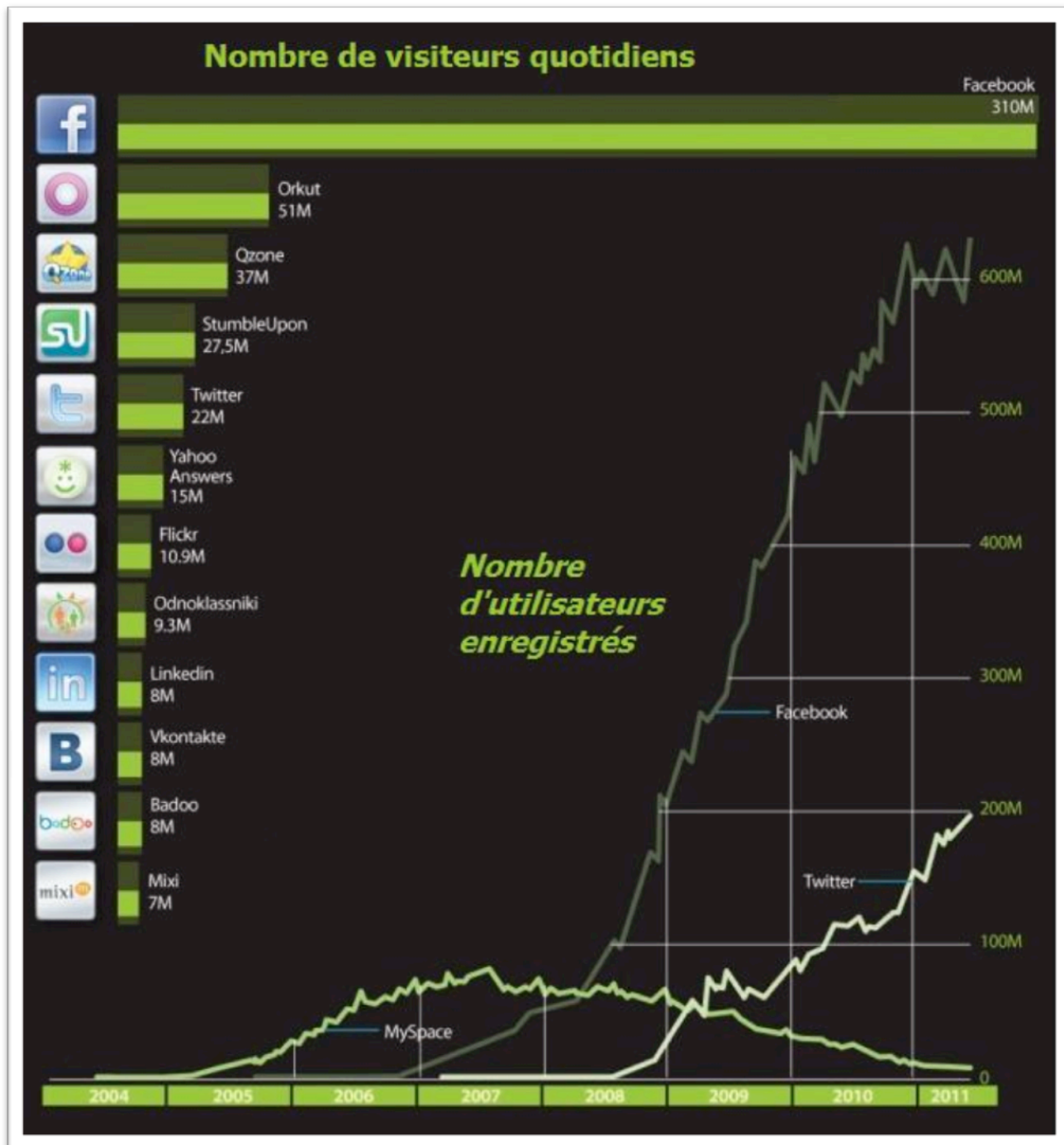


Figure 4: Utilisateurs enregistrés et visiteurs des RSN

Depuis quelques années, on a observé une croissance des fréquentations des RSN. Cependant, **à partir de 2011, la tendance est plutôt à la stagnation**⁸. Cela peut se comprendre par deux facteurs :

- Le nombre d'utilisateurs de *Facebook* seul a dépassé le tiers du nombre total de personnes ayant accès à Internet dans le monde⁹ (1,8 milliard). Ainsi, la marge d'évolution du nombre d'utilisateurs est de plus en plus faible ;
- Les réseaux sociaux sont désormais connus des utilisateurs d'Internet. L'accroissement du nombre d'utilisateurs qui pourrait être lié à un effort de publicité de la part de ces sites sera de moins en moins important.

Malgré cette stagnation, le nombre de sites du réseautage social augmente encore : D'une part, le nombre de licences d'applications de RSN déposées aux Etats-Unis (le principal pays d'hébergement de ces sites) poursuit sa hausse¹⁰ ; et de l'autre, des pays continuent de créer leurs propres réseaux ; Algérie et Maroc à titre d'exemple.

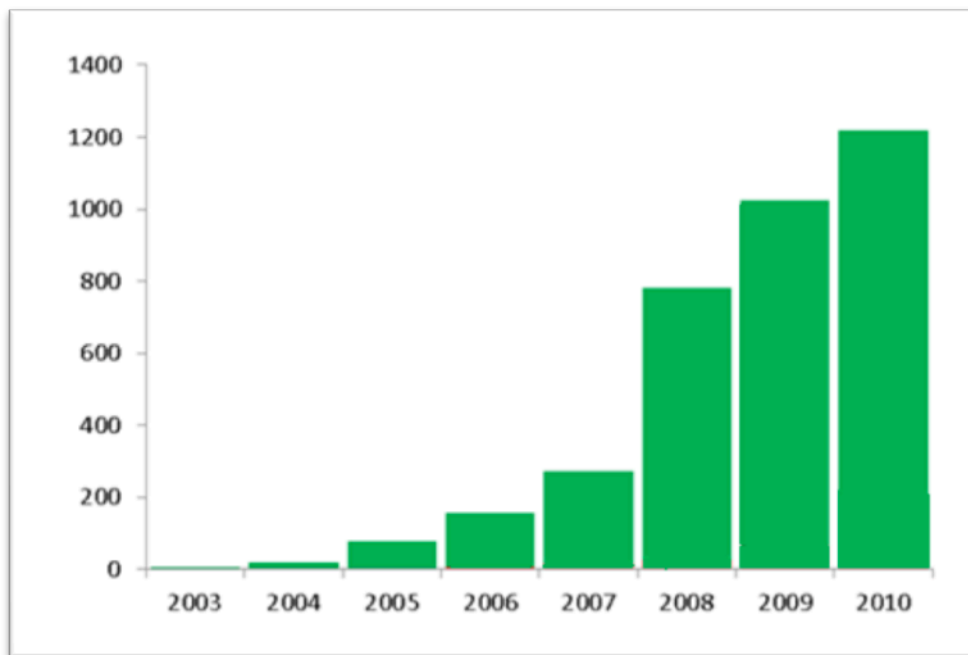
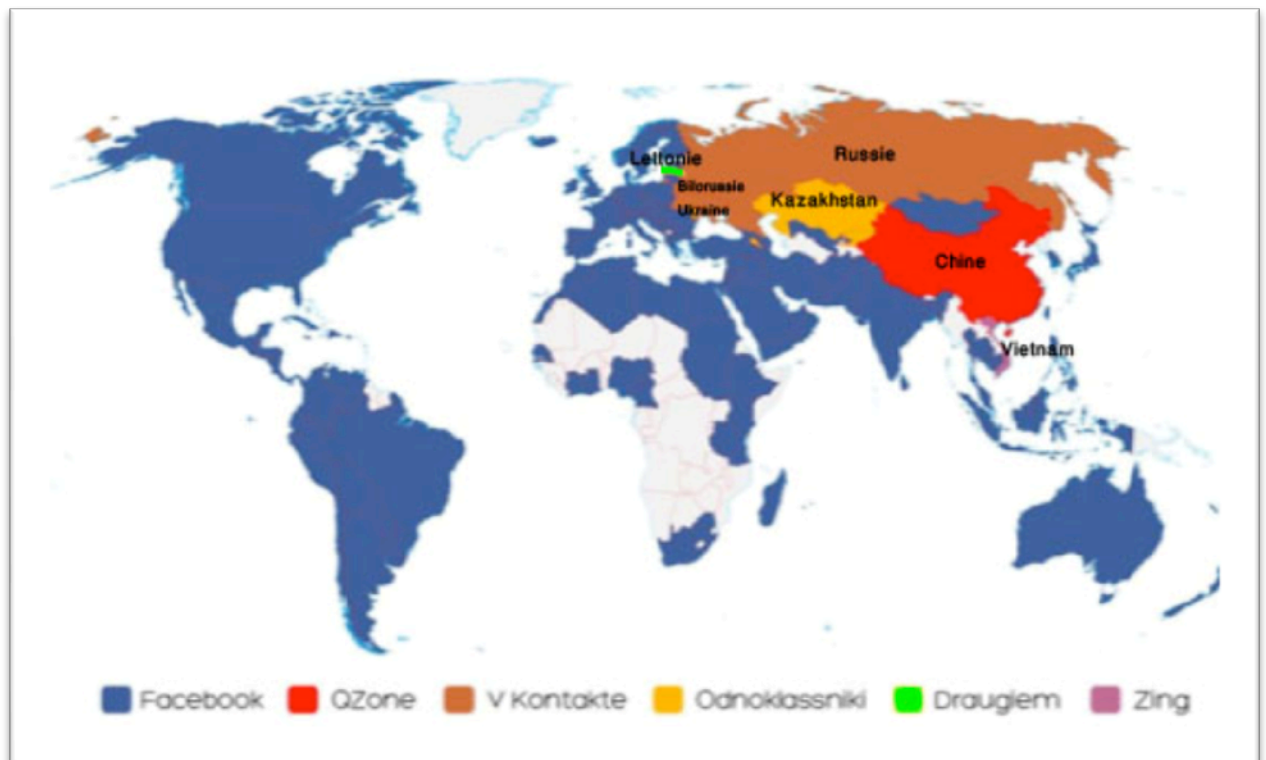


Figure 5 : Evolution des licences RSN déposées aux USA

Toutefois, Facebook reste le réseau le plus populaire dans la plupart des pays du monde, il déclare même 900 Millions utilisateurs en mai 2012 à l'occasion de son introduction en bourse :



Carte 1 : Réseaux sociaux les plus utilisés en Décembre 2011(Source¹¹ : Google Trends for Websites & Alexa)

Selon une étude publiée en octobre 2010 par l'Institut Français d'Opinion Publique(IFOP), menée auprès d'un échantillon de 2015 personnes :

- 78 % des internautes déclarent être membre d'au moins un réseau social
- 17 % des internautes sont membres d'un seul réseau social
- 29 % de deux à trois réseaux sociaux et 32 % de quatre¹² et plus
- En moyenne, un internaute est membre de 2,9 réseaux sociaux

On constate qu'en France, les utilisateurs ne sont pas membres d'un grand nombre de réseaux simultanément. Ils concentrent leur énergie sur un à trois réseaux qui seront le support de leurs interactions.

1.3.2 Les RSN au Maroc

Un état des lieux des réseaux sociaux dans le monde arabe (22 pays arabes + Turquie, Iran et Israël), publié¹³ en 2011 par la Dubai School of Government, fait ressortir les caractéristiques suivantes pour le Maroc :

- Le nombre d'utilisateurs Facebook au Maroc a augmenté de 590.000 utilisateurs, Donnant un taux de pénétration de 9,78 %
- Le Maroc est le 12^{ème} pays le plus connecté à Facebook dans la région,

- 80% des utilisateurs de Facebook au Maroc ont moins de 30 ans ; et 38% sont des femmes.
- La population active de Twitter au Maroc est estimée à 17.384 comptes soit un taux de pénétration extrêmement faible (0,05%)
- Le Maroc est le 17^{ème} pays en nombre de connectés à Twitter dans la région et il est 20^{ème} en En volume de tweets.

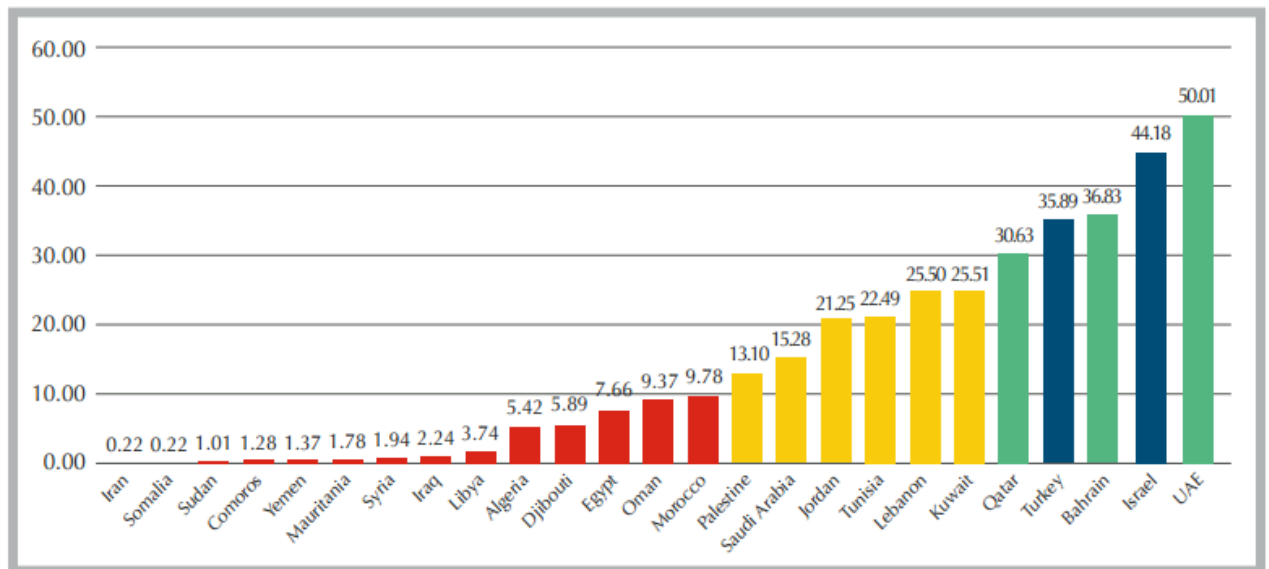


Figure 6 : Pourcentage des utilisateurs de Facebook dans les pays du Moyen Orient et Nord Afrique

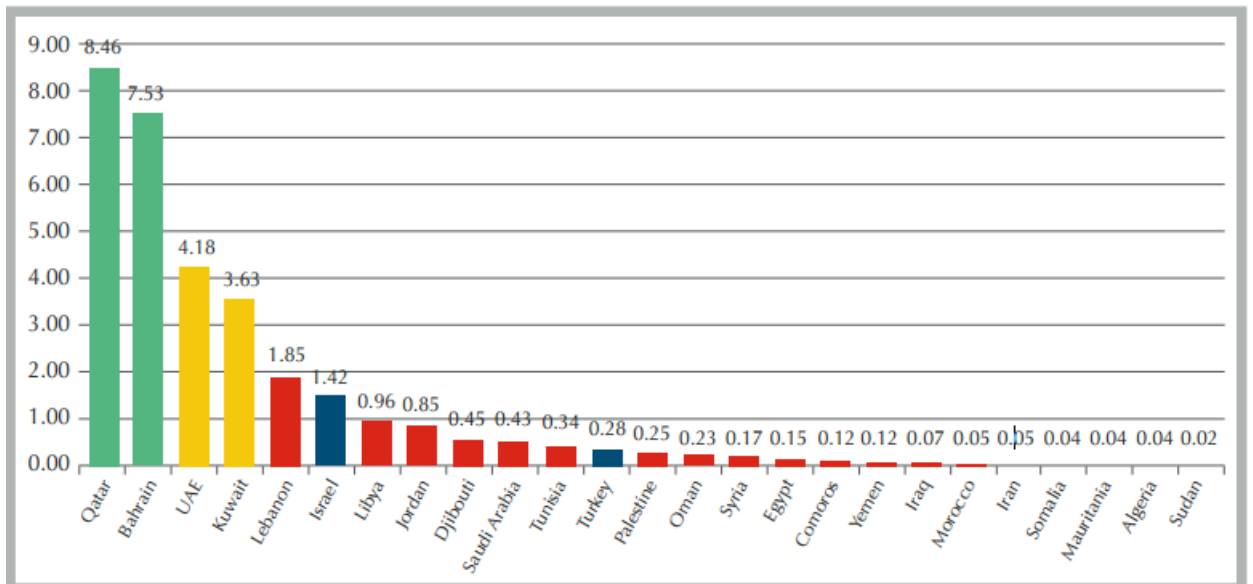


Figure 7 : Pourcentage des utilisateurs de Twitter dans les pays du Moyen Orient et Nord Afrique

Une autre étude, réalisée entre juin 2011 et mars 2012, par le site Internet Social Bakers rapporte¹⁴ que le Maroc est le troisième utilisateur de Facebook en Afrique (après L’Egypte et l’Afrique du Sud). Ainsi, avec un peu plus de 4,4 millions d’utilisateurs, le Maroc est passé de la 36^e à la 35^e place dans classement mondial selon ce site.

2 CONTRIBUTIONS DES RESEAUX AUX DROITS HUMAINS

Bien avant les évènements du printemps arabe, les réseaux sociaux ont largement contribué à la réussite d’actions collectives pour la défense de certains droits. Les plus médiatisés étant les manifestations des altermondialistes à l’occasion des sommets de l’OMC ou encore celles des mouvements écologistes ou syndicaux dans une moindre mesure.

2.1 Promotion des Droits de l’Homme

Avec l’arrivée du web 2.0, internet est devenu un outil social, les individus sont désormais au centre du réseau, ce sont eux qui viennent alimenter les informations. L’internaute n’est plus récepteur mais acteur. Aujourd’hui, nous sommes tous de potentiels journalistes

Les réseaux sociaux offrent des opportunités, dont 5 essentielles¹⁵ :

- Ils constituent un vecteur de contrôle et de surveillance. Nous sommes désormais des milliards à pouvoir surveiller les Droits de l’Homme.
- Les individus ont tous la possibilité de faire entendre leurs contestations. En un temps record, des contestations mondiales peuvent être diffusées.
- L’internaute est désormais au cœur des projets. Il peut créer des communautés de valeurs.
- Les réseaux sociaux permettent une intelligence collective globale. L’internaute ne pense plus « je » mais « nous ». Les connaissances et opinions sont partagées pour amener une réflexion collective.
- Les possibilités de créer des projets et des communautés sont multiples. Il y a des possibilités de financement alternatives.

2.2 Construction de la démocratie

Les RSN ont permis et permettent à une grande partie de la population de dénoncer des situations dans lesquelles elles vivent, par le biais de l'accès facile à l'expression.

De ce fait, cette liberté d'expression quoique contrôlée a engendré la condamnation des pays violant les Droits de l'Homme.

En effet, dès 1989, les étudiants chinois expatriés se sont mobilisés grâce au net suite au massacre de la place Tien An Men pour ouvrir des brèches dans le contrôle totalitaire de l'Etat chinois.

L'année suivante, les réformistes russes ont réussi à contourner le blackout d'information instauré par l'apparatchik soviétique des décennies durant.

En Amérique Latine, les réseaux sociaux participent à la construction de la démocratie puisqu'ils permettent une grande liberté d'expression.

En effet Beaucoup d'utilisateurs de blogs ont d'ailleurs déjà reçu un grand nombre d'accusations judiciaires.

De même l'utilisation de face book a notamment permis, en Colombie, la création de groupes reprochant et accusant des leaders politiques, des accusations qui ont été dévoilées à travers le Monde entier. ...

Les pays les moins démocratiques ont une réelle difficulté d'accès aux réseaux et par là une liberté trop bien contrôlée et surveillée, alors qu'ils ont énormément d'atrocités à dénoncer.

Ils ne cessent pas de déployer les efforts pour faire dévoiler les tortures et violations des Droits de l'Homme (frtdh.org par exemple qui dénoncent de réelles souffrances). Il faut contrer les barrières politiques et insister pour montrer ce qu'il se passe, c'est le seul moyen de lutter contre les maltraitances.

• **Les RSN ont participé à des changements de comportements des utilisateurs :**

- utiliser pour le divertissement et rester en contact
- faire du business, interagir avec les gouvernements ou s'engager dans des mouvements de la société civile.

• **Des gouvernements plus conscients du rôle des réseaux sociaux :**

- reconnaître le potentiel des réseaux sociaux pour améliorer la transparence dans la gestion de la vie politique.

- amener de nouveaux sujets d'inquiétude : sécurité, respect de la vie privée, liberté de parole et rôle perturbateur des réseaux sociaux dans les relations diplomatiques.

- **Une augmentation exponentielle de l'usage des réseaux sociaux dans le monde arabe**

- principalement sur Facebook, Youtube et Twitter et alimenté par les mouvements regroupés sous le terme de "Printemps Arabe". Rapport pays arabes

2.3 RSN et développement durable

« Tinkuy.fr » est un réseau social gratuit et ouvert à tous qui permet :

- d'échanger des conseils pour avancer en tant que citoyen responsable.
- proposer des solutions très concrètes qui ouvrent des échanges et des partages d'idées très enrichissants et très payants pour la planète.
- Travailler et œuvrer pour l'environnement et le bien pour tous

Pour faire avancer au mieux cette « intelligence collective », le réseau social doit être très ciblé pour viser un public intéressé qui se sentira plus impliqué.

A titre d'exemple, En 2006mars, les étudiants protestent contre les lois d'immigrations américaines, organisé par MySpace.

3 ASPECTS JURIDIQUES

La différence essentielle du point de vue juridique¹⁶ entre le monde réel et virtuel réside dans

- D'une part, la notion du **territoire**, primordiale dans le droit positif, mais dont Internet pourrait se passer ;
- D'autre part, la distinction fondamentale entre choses et personnes. Le droit positif est d'avantage centré sur les choses matérielles et sur le concept de la **propriété**. Internet est, au contraire, le monde de la personne et de ses idées créatrices, par essence, immatérielles.

En absence de règles et de lois, les RSN seraient des mondes immondes où tous les vices sévissent du voyeurisme au mensonge et de la diffamation à la délation. Quelles sont donc les sources de droit dans ces espaces, le référentiel adapté et les lois applicables en cas de litige ?

2.4 Les bases juridiques :

2.4.1 Le droit international

Le droit international se divise en deux catégories : Le droit international public qui régit les relations entre les États et les organisations internationales et le droit international privé pour les relations entre les personnes lorsqu'une situation juridique se rattache à plusieurs États.

Article 55 : « ... les Nations Unies favoriseront :

1. Le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi ...
2. La solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, ...
3. **Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction** de race, de sexe, de langue ou de religion.

Article 56 : Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation.

Chapitre IX- Charte des Nation Unies

A priori on peut penser que ce type de droit serait le mieux adapté pour notre sujet (RSN & DH) vu les dimensions transnationales des RSN et l'universalité des droits humains. Cependant, il est à rappeler les difficultés intrinsèques de son

application liées aux conflits de juridictions, aux conflits de lois, à l'absence de hiérarchie entre les différentes sources ainsi que l'absence d'une structure

« Accorder aux conventions internationales dûment ratifiées par lui, dans le cadre des dispositions de la Constitution et des lois du Royaume, dans le respect de son identité nationale immuable, et dès la publication de ces conventions, la primauté sur le droit interne du pays, et harmoniser en conséquence les dispositions pertinentes de sa législation nationale ». Constitution du Maroc

centralisée chargée de son application et enfin, à la reconnaissance même des jugements.

En matière de droits humains, la Charte internationale des droits de l'homme qui comprend la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses deux protocoles facultatifs(1966)

Ces textes énumèrent les droits essentiels à tout être humain dans tous les pays. Lorsque les deux Pactes sont entrés en vigueur en 1976, un grand nombre de dispositions de la Déclaration universelle ont acquis force obligatoire pour les États qui les ont ratifiées.

Le droit à la vie est un droit fondamental consacré par toutes les conventions internationales traitant des droits de l'Homme. Au nom de ce droit, s'élèvent des voix pour abolir la peine de mort dans les pays où elle demeure en vigueur.

Quoiqu'il en soit, cette peine n'est ordinairement prononcée qu'à travers le pouvoir judiciaire et après procès. Alors que dans les RSN, si on assimile la fermeture du compte à une mort, on remarque que les plateformes s'arrogent ce droit sans procès ni recours à la justice¹⁷ ce qui ressemble dans la vie réelle à une exécution sommaire !

2.4.2 Les lois nationales

a-Majorité civile :

L'activité dans les RSN pose le problème de la majorité civile, âge avant lequel l'individu (mineur) ne peut disposer librement de sa propriété ni, en principe s'engager dans les termes d'un contrat. Cet âge diffère selon les Etats et parfois même au sein d'un même pays, alors que les RSN acceptent des membres à des âges inférieurs et fixent la même limite (13 ans généralement) pour tous les pays.

Tableau 2: Age de la majorité civile dans divers pays (Source : Wikipédia)

Pays	Majorité civile*
Iran	15 ans
Autriche, Grèce, Kirghizstan, Népal, Ouzbékistan, Turkménistan	16 ans
Corée du Nord, Tadjikistan	17 ans
Algérie	19 ans
Japon, Taïwan, Thaïlande	20 ans
Bahreïn, Cameroun, Égypte, Guinée, Honduras, Lesotho, Madagascar, Namibie, Sénégal, Singapour, Swaziland, Tchad, Togo	21 ans
Royaume Uni	16 à 18 ans
Canada	18 à 19 ans
États Unis d'Amérique	18 à 21 ans

*18 ans dans pays non mentionnés au tableau

b-Langues :

Les contrats d'utilisation des RSN ne peuvent pas toujours être disponibles dans les différentes langues pour divers pays, ce qui pose deux problèmes :

- Dans quelle mesure un utilisateur peut-il s'engager dans les termes d'un contrat rédigé dans une langue qu'il comprend à peine. Qui plus est, dans la plupart des cas, c'est le texte rédigé dans la langue officielle (principale ou initiale) du site qui prévaut en cas de litige, les traductions quand elles existent ne sont fournies qu'à titre indicatif ; (Le comble c'est de voir sur le web des tutoriaux pour les étapes d'inscription sur Cyworld en absence de versions traduites du site coréen)

- Dans certains pays, le Maroc entre autres, le contrat doit être rédigé dans la langue officielle. (art 206 de la loi 31-08)

c-Religions et coutumes :

Le contenu exposé ou partagé sur un RSN peut être perçu différemment d'un pays à l'autre selon les us et religions régnants. Un exemple édifiant nous est rapporté par le Wall Street Journal¹⁸ concernant un tribunal de New Delhi qui a ordonné à 22 réseaux sociaux dont Facebook, Google+ le retrait de contenus jugés désobligeants et répréhensibles à l'égard de certaines communautés religieuses du pays. Le tribunal a donné à l'ensemble des sites un ultimatum fixé au 6 février 2012 pour se conformer à cette décision et présenter les mesures prises.

Quelques jours plus tard, le ministre des Communications indien a tenté d'apaiser la polémique en affirmant s'opposer à la censure des réseaux sociaux lors d'une réunion sur les hautes technologies organisée à Bombay (v. encadré). Il a, toutefois, expliqué que certains contenus sont si choquants que personne ne pourrait les accepter. La question à laquelle doit répondre le tribunal est désormais celle de la responsabilité des géants du web dans la publication par des internautes indiens de contenus jugés offensants.

“ Je n'ai jamais voulu censurer les médias sociaux et aucun gouvernement ne veut le faire. Mais comme la presse écrite ou électronique, ils doivent obéir aux lois du pays ” -

d- Cas du Maroc :

Au Maroc, rappelons d'abord que Facebook a été “ découvert ” du grand public grâce à l'affaire Fouad Mourtada, ce jeune ingénieur, condamné le 22 février 2008, à trois ans de prison et une amende pour "utilisation de données informatiques falsifiées et usurpation d'identité princière" il a été libéré sur une grâce royale un mois plus tard.

Plus récemment, *Abdelsamad Haydour*, un étudiant de 24 ans, a été condamné le 13 février 2012 par un tribunal à Taza pour une vidéo postée sur Youtube. Il a écopé de trois ans de prison et une amende de 10 000 dirhams pour “atteinte aux valeurs sacrées de la nation”, à l’issue d’un procès à huis clos et sans avocat. Le 14 mars cette sentence a été confirmée par la cour d’appel de Taza.

Walid Bahomane, un autre étudiant de 18 ans, jugé à huis clos et condamné à Rabat en première instance à un an de prison pour “atteinte à la sacralité du roi”, a vu sa peine prolongée de six mois par la cour d’appel de Salé le 27 mars 2012. Il passera donc 18 mois en prison pour avoir publié¹⁹ sur Facebook la caricature du Roi Mohammed VI parue dans *El Pais* deux mois auparavant.

Le Chanteur EL Haqed du Mouvement 20 Février ...

Il paraît donc que les « bases juridiques » pour une poursuite judiciaire concernant l’activité des net-citoyens sur les RSN ne manquent pas au Maroc (code pénal, code de la presse, Loi sur l’échange électronique...) Les utilisateurs de ces espaces, et surtout les jeunes, doivent saisir que la liberté d’expression sur ces espaces n’est qu’une apparence illusoire.

Enfin, Le rappeur membre du Mouvement du 20 février, Mouad Belghouat, alias El-Haqed, a été arrêté le 29 mars 2012 sur plainte de la Direction Générale de la Sûreté Nationale. Pour avoir publié sur Internet une chanson accompagnée de photos constituant un outrage à l’encontre de la police, il a été condamné à un an de prison ferme par un tribunal Casablancais.

2.4.3 Les contrats

Deux types de contrats encadrent l’activité sur les RSN :

- Les contrats d’utilisation d’internet : entre l’utilisateur et le fournisseur d’accès (provider) IAM, Méditel, Inui...
- Les contrats d’utilisation du réseau social entre l’utilisateur et l’entreprise gérant le réseau

Ces contrats s’inscrivent dans le cadre de DROITS PERSONNELS ou droits de créances (الحقوق الشخصية أو حقوق الدائنية) et amènent les remarques suivantes :

- Etant contractuels ces droits ne peuvent être énumérés de façon limitée par le législateur. Les parties ont toute latitude de convenir ce que bon leur semble, pourvu qu’elles respectent les cadres imposés par les lois impératives, l’ordre public et les bons mœurs ;

- Si les premiers contrats s'inscrivent généralement dans un territoire, donc une juridiction définie, les seconds sont A-Territoriaux liant les individus d'un Etat à une société siégeant ou élisant domicile dans un autre pays. Quels us et quelles lois prendre pour référentiel dans ces cas ?

- Il s'agit de contrats de sujétion (عقود إذعان) où l'utilisateur ne peut discuter les clauses et se trouve ainsi sans autre alternative pour accéder au service que d'accepter les conditions imposées en bloc ;

- les textes des contrats sont généralement très longs et rédigés dans un langage technique (informatique et juridique) inaccessible²⁰ au commun des mortels ce qui fait qu'ils seront tout simplement signés sans même être lus ou du moins vus (sans parler de compréhension de leurs dimensions, leurs portées ou leurs conséquences...). Qui plus est, les contrats sont souvent complétés par d'autres documents précisant tel ou tel aspect de la relation : Politique de confidentialité, Conditions de paiement, Règles applicables aux applications, Règles publicitaires, Règles promotionnelles, Règles applicables aux droits de propriété intellectuelle...

Tableau 3: Longueur des textes des Contrats

Plateforme	Nombre de mots	Nombre de paragraphes
MySpace	6246	85
Facebook	4616	143
Youtube	3782	100
Twitter	3007	53
Diaspora	665	22

- Pour l'accès à Internet, l'utilisateur paye des redevances ; en tant que client, le fournisseur lui reconnaît un certain nombre de droits. Par contre, un réseau social gratuit peut s'arroger tous les droits et l'utilisateur devient une sorte de marchandise via la commercialisation des données collectées à travers son activité. En acceptant le service à ce prix (souvent sans s'en rendre compte) n'est-il pas entrain de vendre son âme au diable ? Finalement, cette gratuité n'est

qu'apparente puisque l'activité sur le réseau génère des recettes via la publicité et diverses exploitations des données.

Il est à préciser cependant que certaines plateformes peuvent rétribuer certains utilisateurs : c'est le cas des vidéos les plus vues sur youtube ou des photos les plus intéressantes sur Flickr, à titre d'exemple. Le système tend ainsi à encourager les usagers à être plus coopérants (productifs) en publiant les photos et vidéos qui intéresseraient le plus de monde possible drainant au site plus de visiteurs et par ricochet plus de recettes publicitaires. Une autre forme d'encouragement est adoptée par Foursquare : plus l'utilisateur déclare sa présence à un lieu (restaurants ou commerces participants) plus il a droit à des avantages de la part de ses propriétaires en récompense à sa fidélité et à sa publicité au près des siens.

- Au Maroc, depuis 2008, ces contrats doivent s'inscrire dans le cadre de la loi 85-08 des consommateurs, qui stipule en particulier ... (art10

3.1.4 Jurisprudence

La jurisprudence est une source du droit qui désigne « *l'ensemble des arrêts et des jugements qu'ont rendu les Cours et les Tribunaux pour la solution d'une situation juridique donnée*²¹ ». Son importance varie selon les systèmes juridiques, aussi est-elle plus prépondérante dans la tradition juridique anglo-saxonne que dans les pays de droit romain. En principe, divers critères font d'une décision de justice une référence : la fermeté du principe, la nature de la juridiction, la répétition et la Publicité

Cependant, à l'échelle internationale, vu les principes de territorialité des juridictions, de la souveraineté des Etats et les différences de systèmes juridiques –pour ne citer que ces considérants- il serait souvent très difficile de se référer à la jurisprudence d'un autre pays aussi solide ou édifiante soit-elle. Sinon, à titre indicatif (على سبيل الاستئناس) comme argument supplémentaire mais sans autorité aucune.

L'exemple suivant publié par Le Figaro²² illustre la portée potentielle de certaines décisions juridiques puisque si le plaignant finirait par avoir gain de cause, il pourrait donner des idées à tous ceux qui auraient leurs comptes clôturés illégitimement à travers le monde :

Sébastien R. a ouvert sa page Facebook dès 2007... Or, en 2010, sa page est clôturée par les administrateurs, sans qu'aucune raison ne soit fournie à l'intéressé. Il aurait été «signalé» par un autre utilisateur, mais ne sait ni par qui ni, surtout, pourquoi.

Bannide Facebook, il saisit le tribunal de proximité de Bayonne et, se rapproche de la CNIL, qui lui aurait indiqué une astuce pour se réinscrire. De fait, il ouvre une nouvelle page, laquelle est désactivée au bout d'une dizaine de jours.

La première décision de justice lui est défavorable: puisqu'une clause du contrat stipule que seuls les tribunaux californiens sont compétents en cas de désaccord.

Mais il interjette appel. Et **le 23 mars 2012**, la cour d'appel de Pau lui donne raison. Les magistrats écrivent dans un arrêt inédit: Il apparaît à la lecture des conditions générales d'utilisation du site que les dispositions spécifiques relatives à la clause attributive de compétence à une juridiction des États-Unis est noyée dans de très nombreuses dispositions dont aucune n'est numérotée. Elle est en petits caractères et ne se distingue pas des autres stipulations. Elle arrive au terme d'une lecture complexe de douze pages format A4 pour la version papier remise à la cour et la prise de connaissance de ces conditions peut être encore plus difficile sur un écran d'ordinateur ou de téléphone portable, pour un internaute français de compétence moyenne.» Conclusion: les tribunaux français sont parfaitement compétents pour trancher le litige, et la clause mise en avant par Facebook est si peu claire qu'elle est considérée comme «non écrite».

Facebook dispose de quatre mois pour former, un pourvoi en cassation.

2.5 Les concepts en question

3.2.1 Pour l'inscription sur un RSN, on est appelé à fournir un certain nombre d'informations personnelles : nom, prénom, date de naissance, sexe, adresses et téléphones ... Remarquons :

- On est appelé à fournir des informations exactes et à les actualiser ;
- On fournit des informations avant même de connaître les particularités et les fonctionnalités du service ;
- Ces informations resteront pour un temps indéfini dans le système même si on décide de le quitter immédiatement après pour une raison ou une autre ;
- Ces données sensibles, peuvent être exploitées par des sociétés commerciales, ou même par des services de renseignement ;
- Les RSN ne garantissent pas la protection de ces données contre le piratage ou toute autre utilisation malveillante par des tiers ;
- Tout récemment, il est de plus en plus possible de se connecter à un service donné en utilisant nos identifiants pour une autre plateforme ce qui veut

dire qu'une partie, au moins, de nos données personnelles sera transférée d'un système à l'autre.

3.2.2 Vie privée et l'intimité

La vie privée est un concept ambigu difficile à définir, tant il dépend de l'environnement socioculturel. Cependant, en droit civil elle apparaît comme un ensemble non limitatif d'informations personnelles protégées par la loi ²³

Ainsi, chacun se donne sa propre définition du privé, en conformité avec sa manière de voir les enjeux sociaux liés à l'exposition de soi au regard d'autrui.

La vie privée de chacun de nous est une entité qui contient ce que nous avons de plus intime.

De là, la notion de vie privée recouvre :

- d'abord, la vie privée comprend le **droit au secret**.

- ensuite, apparaît le concept fondamental de **droit à l'image**. Chacun doit consentir à toute utilisation de son image.

- Et aussi l'intimité.

Communément, on considère comme privé un certain nombre de données personnelles²⁴:

- l'intimité: identité sexuelle, état de santé, opinions politiques et religieuses, appartenance ethnique, relations sexuelles et amoureuses, mœurs, relations personnelles, sociales, appartenance syndicale, vie professionnelle...

- la vie familiale
- le domicile
- les loisirs
- les circonstances de la mort
- le droit à l'image
- la correspondance privée
- les atteintes à l'honneur et à la réputation.

C'est ainsi qu'il est difficile de s'accorder sur une définition universelle de la vie privée.

« L'explosion des TIC expose les jeunes à des risques en matière de respect de la vie privée, de liberté d'expression et d'intégrité physique et mentale – et il reste encore des lacunes importantes dans nos connaissances concernant leur impact. Les risques encourus par les jeunes sont réels et reconnus, mais ils ont été très largement ignorés et guère pris en compte dans les pays en développement »
La situation des enfants dans le monde 2011- Unicef – p.51

Pourtant il est t possible d'observer ses variations sous deux aspects fondamentaux : **secret** et **image**.

Certes, les réseaux sociaux mettent en contact les sphères privées des utilisateurs.

C'est que de véritables données personnelles sont effectivement mises à disposition par les utilisateurs sur les réseaux sociaux, donc est ce que l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes par l'intermédiaire de l'ensemble de leurs publications (statuts, photos, affinités, préférences...) rend compte de leur intimité.

Dans ce cas, l'exposition est bien plus forte et les réseaux sociaux incarnent le lieu de révélation de soi aux autres. Cependant, ce constat reviendrait à considérer que les utilisateurs se comportent de façon transparente, sans recul ; D. Cardon réfute cette idée ^[5] :

Ils sont en train de faire une image sur eux et de voir comment les autres vont réagir et donc là **il y a une dimension très stratégique dans cette mise en scène de soi**, très théâtrale.

Pourtant, ce jeu de représentation ne garantit pas la dissimulation de soi ^[6] :

La mise en évidence du paradoxe de la mise en scène de soi permet de repenser l'identité que les utilisateurs se créent sur les réseaux sociaux. La sociologue Nina Testut va jusqu'à voir cette nouvelle identité comme le résultat des tentatives de fabrication du **moi sublimé**²⁵ :

La question qui se pose : peut-on considérer les RSN comme des supports d'expression et de construction identitaire chaque utilisateur s'expose aux autres et les observe à sa façon.

Ces réseaux, étant des vecteurs incroyables de communication et de socialisation, sont à l'origine d'une double problématique liée au caractère personnel des informations que les utilisateurs fournissent :

- En premier lieu, les réseaux sociaux peuvent faire l'objet d'une utilisation détournée des données personnelles qui leur sont confiées par les utilisateurs, et ce à travers leur revente à des tiers ou un ciblage publicitaire fort. Donc ceci repose la question de la protection et la sauvegarde des données et de la vie privée des internautes. De plus, il paraît que les réseaux sociaux deviennent de nouvelles plateformes riches en informations utilisées par les services de renseignement gouvernementaux.

- Puis, de nouveaux usages sont apparus avec ces réseaux, surtout chez les jeunes, où le principe de vie privée, d'intimité, voire de pudeur semblent presque écartés, c'est que chacun n'hésite pas à publier des informations sensibles sur ces plateformes, sans tenir compte de leur diffusion auprès de personnes qu'on ne connaît finalement que peu.

Alors ces deux problèmes font appel aux notions de vie privée et d'intimité, notions qui semblent prises à mal par la popularité grandissante de ces réseaux sociaux.

Dès lors, une controverse s'impose au niveau du sens sur le sens de cette « sphère privée » confronté aux réseaux sociaux sur Internet : A-t-elle toujours existé ? Sa définition est-elle réellement fixe, ou bien les critiques actuelles sur les réseaux sociaux ne se font-elles pas sur une ancienne acception de ce terme ? Dans quelle mesure de nouveaux usages peuvent-ils faire évoluer et tracer les limites et les conceptions de la sphère privée ?

Face à ces questions, nous allons tenter de vous détailler les différents acteurs, les différentes opinions, et les points clés du débat.

La principale source de revenus stable des réseaux est la vente d'espace publicitaire présent sur chaque compte – ce qui conduit directement à certains aspects de la problématique: la revente d'informations personnelles pour effectuer un ciblage publicitaire précis, ou les fuites de données ^[1]. Ces réseaux misent aussi sur l'investissement d'institutions ou de particulier pour se développer même si à terme, l'endettement et les publicités seules seront les sources de revenus. Beaucoup parlent, à la vue des capitalisations boursières exubérantes et des faibles revenus de ces réseaux, d'une nouvelle bulle internet ^{[2][3]}.

[1]: SANYAS, Nil. Une potentielle fuite massive de données révélée

[2]: **Capital.fr**. La valorisation de Facebook dépasse celle d'Amazon

[3] : **Capital.fr** Wall Street s'inquiète d'une bulle sur les sociétés internet

3.2.3 Droit à l'oubli

Les renseignements fournis lors de l'inscription, leurs modifications éventuelles, tout comme les traces d'activité sur le réseau (publications, commentaires ...), sont autant de données stockées dans le système pour un temps indéterminé. Quoique l'on décide d'effacer ou supprimer ultérieurement voire clore le compte, il restera toujours des traces, des copies ou des archives (parfois dans d'autres sites, ou les caches des moteurs de recherches...) ; une des raisons

avancées généralement pour garder ces données est de pouvoir réactiver le compte si l'utilisateur le désire, quelques années après, sait-on jamais ?!

La valeur des données stockées même après clôture du compte, apparaît clairement à travers le blocage par Facebook des sites dédiés au "suicide virtuel" Seppukoo (décembre 2009) et Web 2.0 suicide machine (janvier 2010)²⁶, tout en les menaçant de poursuites judiciaires (v. lettre annexe X) invoquant le «droit à la vie privée» de ses usagers. Notons quand même que l'activité du second site est encore de mise pour Twitter, Myspace et LinkedIn.

Tout utilisateur se trouve lié en permanence à ses actions antérieures, il doit les assumer pour longtemps. C'est pourquoi des voix s'élèvent pour revendiquer le droit à l'oubli comme un droit fondamental.

Le droit à l'oubli désigne l'option de supprimer instantanément et définitivement d'un système informatique toutes les données d'un utilisateur ce qui nécessiterait des textes pour décrire clairement les données personnelles et les règles de leur diffusion.

3.2.4 Droit au secret

Un individu peut décider de ne faire communiquer ses informations et données personnelles qu'à un ensemble d'acteurs sociaux qu'il choisit.

Pourtant on est-il certain que ses données ne seront pas détournées ? aucune garantie n'est présentée ?

3.2.5 Droit à l'image

Chacun doit consentir à toute utilisation de son image.

Quand on sait qu'aux États-Unis, un adolescent sur cinq et un jeune adulte sur trois ont déjà envoyé des photos ou vidéos d'eux-mêmes nus ou à moitié nus, via l'internet, ou le téléphone mobile²⁷, on comprend pourquoi la question de la politique de confidentialité des réseaux sociaux est importante.

3.2.6 La confidentialité

Sur un RSN, le réglage des **paramètres de confidentialité** permet **quand il existe**, de décider en partie de la visibilité de notre activité ou d'autres informations personnelles :

- Les paramètres par défaut importent, car des recherches²⁸ ont montré que la majorité des gens les changent rarement

- Le comportement des utilisateurs visé à vis de ces paramètres dépend de divers facteurs dont le genre, les capacités d'utilisation d'Internet, l'âge, l'entourage...

Tableau 4 : Réglage des paramètres de confidentialité Facebook par sexe, 2010

Réglages	Jamais	Une fois	2 ou 3 fois	4 fois ou plus	Total
Etudiant	4%	12%	39%	45%	100,00%
Internaute	1%	8%	37%	54%	100,00%

Tableau 5: Réglage des paramètres de confidentialité Facebook selon la compétence en Internet, 2010.

Réglages	Jamais	Une fois	2 ou 3 fois	4 fois ou plus	Total
Néophytes	4%	9%	43%	44%	100,00%
Avertis	0%	5%	34%	61%	100,00%

Ces résultats montrent que les femmes tout comme les utilisateurs avertis d'internet sont plus conscients et se protègent plus.

En Mai 2010, des associations de défense des droits des internautes s'insurgent contre Facebook qui est accusé de vendre la vie privée de ses internautes aux publicitaires²⁹. Puisqu'en modifiant les paramètres de confidentialité par défaut du site, il rend publiques un grand nombre d'informations concernant ses utilisateurs qui ne l'étaient pas auparavant.. Selon M. Zuckerberg, « Nous progressons vers un internet où le réglage par défaut sera 'social' » et le co-fondateur du site d'ajouter que« rien ne se fait sans que l'utilisateur ne coche une case le prévenant de la modification de ces réglages ».

4 LES RISQUES ET ATTEINTES AUX DROITS

Avec des centaines de millions d'utilisateurs de nos jours, les décisions concernant les politiques de confidentialité des RSN sont décisives pour le comportement de l'utilisateur³⁰. Pourtant, un certain nombre d'incidents judiciaires ont révélé le manque de respect de la vie privée sur ces plateformes et les risques d'une utilisation nonchalante, naïve ou profane.

Article *Lemonde.fr*, 17 novembre 2010, [Le directeur de la police met en garde sur l'usage des réseaux sociaux](#)

4.1 Risques de piratage

Les réseaux sociaux étant de plus en plus utilisés, il est courant d'y trouver de nombreux virus informatiques. Ces dernières années, les cybercriminels ont publié sur les RSN des millions de liens raccourcis pour dérober des informations sensibles ou pousser les internautes à télécharger un logiciel malveillant, d'où une augmentation considérable du taux de réussite des tentatives d'infection puisque le réseau social distribue automatiquement ce lien vers les fils d'actualités des amis de la victime, le diffusant ainsi à des centaines voire des milliers de victimes en quelques minutes.

Dans son 17^{ème} rapport sur la Cybercriminalité, publié le 3 mai 2012, Symantec note que les attaques malveillantes ont connu une hausse de 81 % par rapport à l'année précédente et qu'en parallèle, la quantité de courrier indésirable a considérablement diminué. Ces statistiques montrent que **délaissant le spam les cybercriminels, optent de plus en plus pour les RSN afin de lancer leurs attaques là où les utilisateurs supposent qu'ils n'encourent aucun risque.**

Au Maroc, Reporters sans frontières constate³¹ « *un redoublement d'activité des cybermilitants pro-gouvernement sur la Toile marocaine. Le groupe **Kingdom Moroccan Attack** pirate les pages Facebook et les boîtes mails de journalistes indépendants et de militants du Mouvement du 20 février. La cyberpolice n'hésite pas à lancer des campagnes de désinformation à des fins de propagande pro-régime. D'après le blog VoxMaroc, elle pilote certaines de ces campagnes. Elle disposerait également d'outils de surveillance du Net très sophistiqués, notamment grâce à un logiciel espion fourni par l'entreprise française Amesys* ».

4.1.1 Epiage et voyeurisme individuel

La surveillance mutuelle ou individuelle, désigne l'ensemble des comportements intrusifs des utilisateurs les uns envers les autres.

En utilisant un réseau social, on s'adresse généralement à un public ciblé, un cercle d'amis plus ou moins fermé, et reçoit en retour leurs publications.

Ces interactions mutuelles peuvent facilement engendrer des comportements détournant tout en provoquant et même introduisant des modifications des rapports normalement établis.

La personne souhaite faire de lui l'image qu'il aimerait que les autres aient de lui, en choisissant avec soin différents éléments de sa personne. C'est donc une sorte de jeu de rôle qui se joue, c'est cette mise en scène qui est exacerbée par le sentiment du regard de l'autre, vu à la fois comme connaissance et comme inconnu scrutateur.

D'où la difficulté du contrôle de ces informations. Par exemple, l'algorithme qu'utilise *Facebook* pour afficher le *fil d'actualité* est secret, les utilisateurs ne sachant pas exactement qui va pouvoir lire les informations qu'ils postent. Cette ambiguïté dans la visibilité, envisagée sous le nom de *clair-obscur* par certains sociologues spécialistes³² du web 2.0. Le problème de ce genre de surveillance est la fuite d'informations sensibles et la propagation de données personnelles vers un cercle dont le contrôle est limité : c'est le vice de l'espionnage banal de la vie personnelle d'autrui qui est ici à l'origine d'une éventuelle modification de la notion de privé.

Les avis divergent sur la gravité de cette surveillance: pour Danah Boyd par exemple, sociologue américaine spécialisée dans ce domaine, ce genre de violation et d'espionnage est très grave et il y a une certaine vulnérabilité et innocence des usagers³³, alors que pour Dominique Cardon, il ne faut pas céder à une panique morale sur ce point: les utilisateurs sont beaucoup plus avertis qu'on n'aurait tendance à le croire, et ne se laissent pas duper. Ils savent quelles sont les informations qui circulent sur eux, arrivent même à bien en contrôler le flux, et réciproquement savent analyser les informations qu'ils reçoivent sur les autres, sans être crédules.

Dans ce contexte, Les réseaux sociaux représentent une mine d'information sur la vie privée, ce qui peut intéresser grandement un futur employeur, un publicitaire, un chasseur de tête... Cette surveillance se manifeste de deux façons

distinctes : la publicité ciblée et la surveillance à l'embauche. Grâce aux réseaux sociaux, la publicité sur Internet a pris un nouveau tournant : elle peut cibler sa clientèle ce qui la rend bien plus efficace. Les agences en question font donc tout pour extraire un maximum d'information sur les internautes, et les réseaux sociaux apparaissent comme un moyen d'y arriver. Selon toujours BOYD DANAHA.

Janvier 2008: 4 jeunes Libanais sont poursuivis pour moqueries sur Facebook. Ils ont été emprisonnés après que le père de la jeune fille dont ils s'étaient moqués par le biais de son mur Facebook a porté plainte.

4.1.2 Contrôle institutionnel

A- Des gouvernements ou des institutions officielles peuvent soit couper tout accès à Internet (Egypte fin février 2011), soit réduire considérablement la bande passante rendant impossible le téléchargement ou l'envoi de photos et de vidéo (Iran) ou enfin bloquer temporairement ou définitivement l'accès à certains RSN ;

Tableau 6:Exemples de blocage de Youtube (source : wikipedia)

Pays	Date
Chine	Depuis 15 oct. 07
Maroc (IAM)	Du 25 au 30 mai 07
Thaïlande	8-10 mars07 puis le 03/04/07
Tunisie	Oct. 07- 13-01-11
Turquie	06/03/07

Figure 8 : carte mondiale de la cyber-censure (Source : RSF 2012)



B- La collecte des données sur l'activité des utilisateurs des RSN par les services sécuritaires est une pratique courante dans tous les pays, cependant, le niveau de surveillance est difficile à évaluer puisque tout ce domaine relève du secret. Ces services peuvent :

1. Réclamer renseignements aux réseaux sociaux, cela fait partie des contrats d'utilisation³⁴ qu'on évite de lire (v. § contrats),

Nous utilisons les informations que nous recevons pour les services que nous fournissons, à vous et à d'autres utilisateurs, **tels que** vos amis, les annonceurs et les développeurs ... **Par exemple**, nous pouvons utiliser les informations que nous recevons à votre sujet pour :

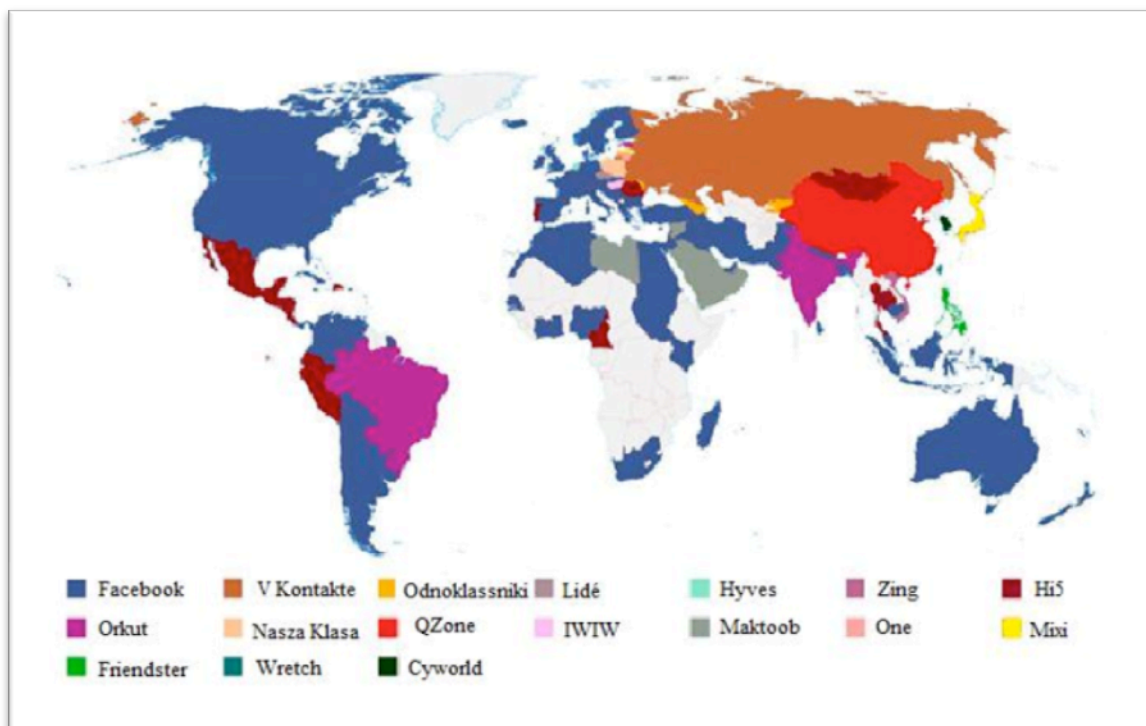
- ✓ ... maintenir la sécurité de Facebook ;
- ✓ ... de meilleures fonctionnalités de géolocalisation ;
- ✓ ... l'efficacité des publicités ;
- ✓ ... vous soumettre des suggestions, ainsi qu'aux autres utilisateurs de Facebook, telles que : suggérer à un ami de vous marquer sur une photo ...

Cette autorisation que vous nous accordez nous permet ... de vous fournir des fonctions novatrices que nous développerons et qui utiliseront les informations vous concernant que nous recevons d'une manière nouvelle.

Nous ne partageons les informations vous concernant avec d'autres parties, sauf si :

- nous avons reçu votre autorisation ;
- **nous vous avons prévenu**, par exemple **en vous en informant dans cette politique** ; ou
- nous avons supprimé votre nom ou toute autre information personnelle permettant de vous identifier. »Politique d'utilisation Facebook

Et, c'est essentiellement pour garder les informations sur leurs territoires que les pays essaient d'avoir leurs propres RSN, malgré l'hégémonie des sociétés américaines. Les derniers nés un marocain du nom de Alamjadid et un algérien nommé Nessplus ;



Carte 2 : Réseaux sociaux dans le monde en juin 2009(Source³⁵ : Google Trends for Websites & Alexa)

« Nous avons mis tout le pays sur écoute, on faisait du massif: on interceptait toutes les communications, on avait des systèmes d'analyse du trafic Internet. Cette pratique a été révélée au grand jour lors de la révolution libyenne quand "La Fédération internationale de l'homme (FIDH) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) ont déposé plainte (le 19 Oct 2011), à Paris, mettant en cause la société Amesys, filiale de Bull, pour complicité d'actes de torture en Libye. "Il s'agit de faits commis à travers la fourniture au régime Kadhafi, à partir de 2007, d'un système de surveillance des communications destiné à surveiller la population libyenne ... Ce système permet de contrôler les messages qui s'échangent, pour éventuellement filtrer voire censurer des paquets de données »³⁶

Après son expérimentation en sol libyen, il paraît que plusieurs pays ont fait acquisition du système Eagle, La France où *Une version du logiciel Eagle, conforme à la loi, est utilisée depuis 2009*³⁷, Qatar...ou des systèmes similaires : Iran, Côte d'Ivoire, Syrie ...

3. Echanger les renseignements avec les services d'autres pays pour l'arrestation de criminels ou de suspects difficiles à cerner (mafieux, terroristes, pédophiles...). Citons à titre d'exemple ces deux extraits :

- « Salvatore D'Avino, membre de la Camorra napolitaine, a été arrêté, mardi 23 août 11, à Estepona, dans le sud de l'Espagne, rapporte El Pais. Le mafioso résidait au Maroc d'où il dirigeait un réseau de trafic de haschich entre le royaume et l'Italie. Grâce à Facebook, il a pu être localisé avant d'être arrêté. »³⁸
26 /08/11

- « La police thaïlandaise a arrêté vendredi soir à l'aéroport de Bangkok dans le cadre d'une opération d'Interpol Vito Roberto Palazzolo, considéré comme l'un des boss de la mafia sicilienne (Cosa Nostra), ont annoncé samedi les médias italiens. Les enquêteurs ont réussi à suivre sa piste en surveillant son profil sur le réseau social Facebook et celui de plusieurs de ses proches³⁹. »

Ces pratiques nous interpellent à deux niveaux :

➤ D'un côté, non seulement il faudra se méfier de notre activité sur les RSN, mais plus généralement, toute activité sur Internet (mail, recherches...). Désormais, considérons notre navigation comme un déplacement dans un espace public peuplé et truffé de caméras, agissons en conséquence !

➤ Et de l'autre, tous les discours et les textes sur les droits de secret des correspondances de présomption d'innocence du droit à l'information ... se trouvent bafoués par les gouvernements se disant démocratiques, au nom d'intérêt supérieur de l'Etat lutte contre le crime organisé, contre le terrorisme... ou bien, c'est la fin qui justifie les moyens. Drôle d'hypocrisie, à moins que les communications par internet ne soient pas privées.

4.1.3 Surveillance sur les lieux du travail

Hormis les cas des RSN à vocation professionnelle (tel LinkedIn) où l'on expose consciemment ses capacités et son réseau de relations, les entreprises observent également l'activité de leur personnel sur leurs réseaux 'personnels' (tel Facebook) même hors du temps du travail. Les cas de sanctions disciplinaires se multiplient à travers le monde prouvant que les sociétés tout comme les tribunaux s'accordent à considérer ces plateformes comme des espaces publics – quoique la page ne soit accessible qu'à un cercle fermé d'amis, et non par la totalité du web – où le comportement de l'employeur ne saurait aucunement léser l'image de l'employeur.

- **Novembre 2010** : le conseil des Prud'hommes juge fondé un licenciement pour des propos tenus sur Facebook. L'échange avait eu lieu entre deux salariés, sur leurs murs Facebook, dans lequel ils promettaient de rendre à leur DRH la vie impossible. Ces propos, vus par l'un de leurs amis Facebook, avaient été rapportés à la supérieure concernée. Certains ont considéré ce licenciement comme infondé, car provoqué par une « violation de la vie privée ». Cet incident a suscité nombre de réflexions quant au caractère hybride du réseau social : site privé ou public ? Où sont les limites ?⁴⁰

La surveillance des entreprises (ou commerciale) réfère à l'intervention de sociétés privées sur les réseaux sociaux dans l'objectif d'obtenir des informations sur des individus.

En France le cas du licenciement de Boulogne ; le conseil des prud'hommes a jugé « fondé » le licenciement des trois salariés de la société **Alten**, auxquels il était reproché d'avoir échangé des propos critiques à l'égard de leur hiérarchie et

d'un responsable RH de l'entreprise sur le réseau social **Facebook**. « *Les pages mentionnant les propos incriminés constituent un moyen de preuve licite du caractère bien-fondé du licenciement* », a estimé le conseil des prud'hommes. La société avait fait valoir qu'elle n'avait pas « *violé la vie privée de ses salariés* », les propos ayant été échangés « *sur un site social ouvert* ».

En revanche, les salariés ont plaidé que leurs échanges avaient un caractère strictement « privé ». Ces employés avaient insulté leur hiérarchie sur leur mur **Facebook**, et ceci a été considéré par la justice comme une **zone publique**, alors que normalement cette page n'est accessible que par un cercle fermé d'amis, et non par la totalité du web (dans ce cas là il y a eu dénonciation par un « ami »).

Cet exemple permet de voir en quoi les réseaux sociaux peuvent déplacer les frontières de ce qui relève de l'espace privé ou public sur Internet, au moins d'un point de vue juridique.(article lemonde.fr).

5 ALTERNATIVES ET HORIZONS

5.1 Les réseaux sociaux alternatifs

Les réseaux sociaux alternatifs sont des réseaux qui se présentent respectueux de la vie privée et des informations confidentielles de manière générale. Le plus répandu est sans doute Diaspora, décentralisé, chiffré, et non lié à une quelconque société⁴¹ (ce qui limite l'ingérence de la société développant le programme sur les données que ledit programme stocke⁴²). Ceux-ci sont pour l'instant minoritaires, et peu utilisés malgré des fonctionnalités équivalentes à Facebook notamment.

Diaspora, NoseRub, Appleseed, Social VPNs ou Wuala, sont des réseaux sociaux décentralisés : au lieu que les informations que l'on dévoile soient stockées sur un serveur possédé et contrôlé par une société pour être utilisées pour de la publicité, ces informations restent sur l'ordinateur de l'utilisateur, et ce ses amis du réseau y accèdent directement, par du paire-à-paire (P2P)⁴³.

Grâce à cette approche, l'utilisateur peut se libérer des problèmes de confidentialité puisqu'il reste maître des données qu'il divulgue. C'est donc un comportement de protectionnisme de l'utilisateur que ces nouveaux réseaux émergents permettent.

L'absence de contrôle sur les données que l'on fournit aux RSN peut soulever des craintes multiples. C'est pourquoi, en 2010, après la création de nouvelles fonctionnalités soulevant une nouvelle fois ces craintes quant à des données partagées avec des sites et des entreprises tierces, un groupe d'étudiants de l'université de New York ont voulu lever 10 000 \$ pour passer leur été à construire Diaspora, un réseau décentralisé. Le résultat fut sans appel : les utilisateurs frustrés de Facebook les ont aidés à hauteur de 200 000 \$⁴⁴ !

Comme l'expliquent les créateurs de Diaspora, *« dans la vie de tous les jours, on se parle, on n'a pas besoin de poster nos messages sur une plateforme qui les retransmet à nos amis »*⁴⁵

Ce problème est également semblable et finalement assez proche d'un autre : la question du *droit à l'oubli* sur internet.

5.2 Perspectives

Face aux questions de surveillance mutuelle une autre optique est envisageable: plutôt que de chercher à modifier le système qui est la source des problèmes de surveillance, il paraît finalement plus logique de chercher à modifier les mœurs.

Apprendre à voir sans regarder c'est-à-dire au lieu de reprocher et condamner les utilisateurs d'avoir publier et poster des images ou des photos compromettantes, et de même dévoiler des informations bien confidentielles. Il est fort important d'éduquer le regard afin de d'écarter et limiter le voyeurisme omniprésent sur les RSN.

Inciter les pouvoirs publics à instaurer un arsenal juridique dans l'objectif de protéger les internautes contre tout détournement et fausse utilisation de ses informations et données personnelles, ainsi limiter ou plus précisément minimiser les risques d'atteinte de la vie privée.

6 CONCLUSION

Les législateurs

Les législateurs fixent le cadre légal entourant la manipulation de données, et plus généralement, les usages d'internet.

Ils sont particulièrement actifs sur ce sujet dans la plupart des pays occidentaux, notamment en France (avec les lois DADVSI, [LOPPSI](#), [HADOPI](#), LCEN notamment).

Leur pouvoir est cependant limité par le caractère international d'internet. Il est en effet impossible pour un tribunal français de faire appliquer la loi Française à un site hébergé et déclaré à l'étranger. De fait, les lois rédigées affectent essentiellement les services ayant une activité déclarée dans le pays en question. C'est le cas pour la plupart des réseaux sociaux conséquents, s'ils veulent pouvoir extraire facilement des revenus de leurs activités dans un pays donné.

Les défenseurs de la vie privée

Ces entités s'élèvent contre toutes les tentatives de réduction de la vie privée sur internet.

Ce sont notamment des associations et institutions (en France par exemple, RSF, l'UFC-Que-Choisir, la CNIL et la Quadrature du net⁴⁶ par exemple), mais

aussi des personnes influentes dans la sphère internet (comme des blogueurs, ou Tim Berners-Lee).

Leurs principales revendications sont un droit à l'oubli sur internet, et des lois claires et permissives sur le stockage de données personnelles. Dans un contexte plus large, la lutte pour la neutralité des réseaux est également une de leurs attributions et sensiblement proche de tout ce qui relève des données personnelles sur internet.

Ces associations ou institutions tentent d'élever le débat parlementaire et de faire connaître les aspirations du peuple aux législateurs. Elles ont prouvé (notamment en France lors du vote des lois HADOPI et LOPPSI) qu'elles avaient une certaine force médiatique même si celle-ci reste fragile⁴⁷.

Les utilisateurs

Les utilisateurs de réseaux sociaux se divisent sommairement en deux familles, les utilisateurs « basiques », qui se contentent d'utiliser l'outil qu'est le réseau social et ceux qui, au contraire, sont avertis des dangers inhérents à ce genre de réseau.

Le premier type constitue le cœur du réseau, véritable moteur d'informations, il ajoute beaucoup de contenu en ligne. Il ignore tout, ou une grande partie des problématiques liées à la vie privée, et à la protection des données sur internet.

Le second type d'utilisateurs, avertis, est attentif à ce qu'il met à disposition sur le réseau social. Même s'il est conscient des risques de non confidentialités, il utilise le réseau social – avec parcimonie, et surtout un regard critique. Ces utilisateurs sont conscients des problèmes de rétention des données et de droit à l'oubli. On en rencontre beaucoup dans les milieux informatiques.

Les médias classiques

En parallèle de la sphère internet, Les médias classiques relayent les informations concernant les réseaux sociaux en touchant un public plus large. D'autant que pour certaines catégories de population, les médias traditionnels sont le seul relai de l'évolution des réseaux sociaux.

<http://www.geographics.cz/socialMap/index.php>

Alain. L., *Les réseaux sociaux : de Facebook aux nouveaux intranets, la généralisation des réseaux sociaux*, Ed M21, 2008.

Benoît, S., *Maîtres ou esclaves du numérique?*, Ed Groupe Eyrolles, 2011.

Dupin, A., *Communiquer sur les réseaux sociaux*, FYP éditions, 2010.

François, F., *Citoyens sous surveillance*, Ed écosociété, 2002.

Manach, J. M., *La vie privée, un problème de vieux con*.

La situation des enfants dans le monde 2011, Unicef février 2011, p 148.

8 WEBOGRAPHIE

<http://controverives.ensmp.fr/wordpress/promo10g20/surveillance-individuelle/>

<http://www.mediassociaux.fr/2010/12/13/panorama-des-medias-sociaux-2011/>

<http://books.google.co.ma/books?id=sw5F7drLyHAC&printsec=frontcover&dq=droit+internet&hl=fr&sa=X&ei=hXJLT4nrGMW38gPUr7WGBw&ved=0CDUQ6AEwAQ#v=onepage&q=droit%20internet&f=true>

<http://books.google.co.ma/books?id=Cjyda4-aqQwC&printsec=frontcover&dq=droit+internet&hl=fr&sa=X&ei=aHxLT4SKI6O80QW43-m1Dg&ved=0CDEQ6AEwATgK#v=onepage&q=droit%20internet&f=true>

<http://books.google.co.ma/books?id=AYHO5WJ2FR0C&pg=PA103&dq=droit+internet&hl=fr&sa=X&ei=aHxLT4SKI6O80QW43-m1Dg&ved=0CFIQ6AEwBzgK#v=onepage&q=droit%20internet&f=true>

<http://books.google.co.ma/books?id=VsktvFYbO-4C&pg=PT5&dq=droit+de+l%27homme&hl=fr&sa=X&ei=5JpLT6D8H-iw0QXn0tSDDg&ved=0CD8Q6AEwAjgK#v=onepage&q=droit%20de%20l%27homme&f=true>

http://books.google.co.ma/books?id=im_k5BF-ibMC&pg=PA91&dq=droit+internet+r%C3%A9seaux&hl=fr&sa=X&ei=JJRMT9-vDaeA4gSC-on2Ag&ved=0CGAQ6AEwCA#v=onepage&q=droit%20internet%20r%C3%A9seaux&f=true

<http://books.google.co.ma/books?id=4oJRQ-JXv2AC&pg=PA80&dq=droit+internet+r%C3%A9seaux&hl=fr&sa=X&ei=B5Z>

[MT6iPB4qB4gS_lp3YAg&ved=0CDwQ6AEwAjgK#v=onepage&q=droit%20internet%20r%C3%A9seaux&f=true](http://www.generation-nt.com/actualites-267-affaires-juridiques-diverses.html?page=5)

<http://www.generation-nt.com/actualites-267-affaires-juridiques-diverses.html?page=5>

<http://www2.ohchr.org/french/law/>

<http://www.vincentabry.com/2011-reseaux-sociaux-chiffres-13042>

<http://business-on-line.typepad.fr/b2b-le-blog/google-plus/>

<http://www.onlineschools.org/state-of-the-internet/soti.html>

<http://oxinet.ma/cesem/>

¹mediassociaux.fr : Panorama des medias sociaux, Publié le 20 février 2012 par Frédéric CAVAZZA

²D'autres exemples de l'interaction entre technologie et Langage : à l'ère de la mécanique (untel est Mazout : ne réagit pas immédiatement) et à l'ère de la téléphonie mobile (untel a perdu le réseau : il a perdu le nord)

³*Infos-du-net.com*, lundi 31 Mai 2010, « [Les 1000 sites les plus visités du web vu par Google](#) »

⁴*LePost.fr*, article du 22 février 2011, « [Facebook a exactement 622.276.680 utilisateurs dans le monde](#) »

⁵*journaldugeek.com*, article du 2 mai 2011, « Le cap des 200 millions d'utilisateurs franchi sur Twitter »

⁶Chiffre affiché sur la page d'accueil du site *www.VKontakte.ru*

⁷Chiffres de 2010

⁸<http://controverses.ensmp.fr>

⁹Source : « [Les statistiques sur l'accès à l'Internet dans le monde](#) »

¹⁰http://en.wikipedia.org/wiki/Social_network

¹¹Site : <http://vincos.it/world-map-of-social-networks/>

¹²L'âge s'avère particulièrement discriminant : 62% des internautes âgés de 18 à 24 ans, seraient membres de quatre réseaux ou plus, contre 36% de la classe d'âge supérieure (25-34 ans) et seulement 11% des internautes âgés de plus de 65 ans.

¹³ Arab Social Media Report Civil Movements: The Impact of Facebook and Twitter, Dubai School of Government, Vol. 1, No. 2, May 2011, 30 p.

¹⁴www.socialbakers.com/facebook-statistics/morocco

¹⁵Pauline Lo-Ré. 1^{er} juillet 2010. Citizen Nantes, Publié dans : [Spécial "Forum mondial des droits de l'Homme"](#)

¹⁶**Anna Mancini**, *Justice Et Internet, Une Philosophie Du Droit Pour Le Monde Virtuel*, p.9 Ed. Buenos Books International, 2004- 240 pages

¹⁷« Votre profil peut être supprimé et votre Adhésion interrompue sans notification de notre part s'il nous paraît que vous êtes âgé de moins de 13 ans, ou bien s'il nous semble que vous êtes âgé de moins de 18 ans mais que vous prétendez en avoir plus ou encore s'il nous semble que vous êtes âgé de plus de 18 ans mais que vous prétendez en avoir moins. » extrait des conditions d'utilisation MySpace §1. Admissibilité.

¹⁸Wall Street Journal:

<http://online.wsj.com/article/SB10001424052970204552304577117962665684408.html>

¹⁹ Au cours de son arrestation le 24 janvier 2012, les forces de l'ordre avaient saisi «deux pages Facebook contenant des phrases et des images insultantes pour les valeurs sacrées, ainsi qu'un ordinateur IBM»

²⁰La cour suprême a défini l'illettré comme celui qui ne connaît pas la langue utilisée pour rédiger la convention

²¹ Dictionnaire du droit privé français par Serge Braudo

²²Le Figaro: <http://www.lefigaro.fr/hightech/2012/04/16/01007-20120416ARTFIG00682-banni-de-facebook-un-internaute-saisit-la-justice.php>

²³ BAUDO, Serge. *Dictionnaire du droit privé*

-
- ²⁴ COLLEE, Laurent. *Sécurité et vie privée sur les réseaux sociaux*,
- ²⁵ TESTUT, Nina. *Facebook : Et moi ! Et moi ! Et moi !*
- ²⁶ Lefigaro.fr : 5/1/2010 : <http://www.lefigaro.fr/web/2010/01/05/01022-20100105ARTFIG00551-facebook-interdit-le-suicide-virtuel-.php>
- ²⁷ MANACH, Jean-Marc. *La vie privée, un problème de vieux con*, p.11
- ²⁸ BOYD, Dannah et HARGITTAI, Eszter. *Facebook Privacy settings: Who cares?*
- ²⁹ Article *metrofrance.fr*, 6 mai 2010, Facebook accusé de monnayer la vie privée des internautes
- ³⁰ BOYD, Dannah et HARGITTAI, Eszter. *Facebook Privacy settings : Who cares ?*
- ³¹ Source :
- ³² *internatactu.net* CARDON, Dominique. « Design de la visibilité : un essai de typologie du web 2.0 »
- ³³ BOYD, Danah. « Social Network Sites : Public, Private, or What ? » *Knowledge Tree*, 13
- ³⁴ « Lorsque vous publiez du contenu ou des informations avec le paramètre “ tout le monde », cela signifie que vous permettez à tout le monde, y compris aux personnes qui n'utilisent pas Facebook, d'accéder à ces informations et de les utiliser, mais aussi de les associer à vous (c'est-à-dire, votre nom et l'image de votre profil) » contrat d'utilisation Facebook
- ³⁵ Site: <http://vincos.it/world-map-of-social-networks/>
- ³⁶ www.lemonde.fr/libye/article/2011/10/19/amesys-poursuivi-pour-avoir-vendu-du-materiel-de-surveillance-a-kadhafi_1590214_1496980.html
- ³⁷ <http://www.lefigaro.fr/international/2011/09/01/01003-20110901ARTFIG00412-comment-j-ai-mis-8-millions-de-libyens-sur-ecoute.php>
- ³⁸ <http://www.yabiladi.com/articles/details/6733/mafioso-refugie-maroc-arrete-grace.html>
- ³⁹ <http://www.lematin.ch/monde/Un-boss-de-Cosa-Nostra-arrete-grce-a-Facebook/story/22542349>
- ⁴⁰ Article *Lemonde.fr*, 19 novembre 2010, [Un licenciement pour des propos tenus sur Facebook jugé légal](#)
- ⁴¹ DIGITAL REPUTATION BLOG. [Diaspora Réseau social sécurisé](#)
- ⁴² ITESPRESSO.fr [Diaspora dévoile son code source](#)
- ⁴³ MUSIANI, Francesca. *When social links are network links :The dawn of peer-to-peer social networks and its implications for privacy*
- ⁴⁴ BOYD, Dannah & HARGITTAI, Eszter. *Facebook Privacy settings : Who cares ?*
- ⁴⁵ Vidéo de présentation du projet Diaspora
- ⁴⁶ [La Quadrature du Net.](#)
- ⁴⁷ BAYART, Benjamin. [Financement de La Quadrature du Net.](#)